

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16, rue Zattara  
CS 70248  
Cedex 03  
13331 Marseille

Marseille, le 14/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **Lyondell Basell Services France SAS**

Dépôt du Port de la Pointe  
13130 BERRE L ETANG

Références : NN/MDP-D-0647-MRT-2022

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2022 dans l'établissement Lyondell Basell Services France SAS implanté Dépôt du Port de la Pointe 13130 BERRE L'ETANG. L'inspection a été annoncée le 02/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 11/02/2022 a pour objectif de vérifier le respect la mise en oeuvre du système de gestion de la sécurité et en particulier le volet "Surveillance des performance" prévu par l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées. Ce volet porte notamment sur l'organisation mise en place par l'exploitant sur la gestion du retour d'expérience interne et externe de l'établissement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Lyondell Basell Services France SAS
- Dépôt du Port de la Pointe 13130 BERRE L ETANG
- Code AIOT dans GUN : 0006400988
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

Le Pôle Pétrochimique de Berre (PPB) est constitué :

- d'unités pétrochimiques : l'exploitant Basell Polyoléfine (BPO) exploite notamment le vapocraqueur, l'unité de fabrication de polyéthylène, l'unité de production du

polypropylène, la Compagnie Pétrochimique de Berre (CPB) exploite les unités de fabrication de caoutchoucs thermoplastiques (appartenant à Kraton), de PVC (appartenant à Kem One) et d'additifs (appartenant à Infineum),

- d'une raffinerie de pétrole exploitée par CPB et dont la déclaration de cessation d'activité a officiellement été déposée le 7 novembre 2014,
- d'un parc regroupant des bacs de stockage (Parc Nord).

Le pôle accueille également des installations d'utilités soumises à autorisation (chaudières, énergie, traitement des eaux, services supports, tuyauteries reliant le dépôt du Port de la Pointe au pôle pétrochimique) opérées par la société LyondellBasell Services France (LBSF).

Un dépôt situé à 3 km sur le bord de l'Étang de Vaïne complète le site, il est désigné sous le nom du port de la Pointe.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Organisation et retour d'expérience interne
  - procédures mises en place
  - définition incident / accident / presque accident / situations dangereuse
  - utilisation de la fiche GP
  - mécanismes d'investigation et d'enquêtes / rapports
  - plan d'actions correctives et préventives
- Retour d'expérience externe

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera

proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle      | Référence réglementaire                               | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|-------------------------------|---|--|-------------------|
| Surveillance des performances | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.6. | /  | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en œuvre du système de gestion de la sécurité prévu par l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées est commune aux quatre établissements du Pôle Pétrochimique de Berre. L'inspection invite l'exploitant à prendre connaissance des constats et observations formulés sur l'organisation de la gestion du retour d'expérience du Pôle Pétrochimique de Berre dans le rapport de référence NN/AL-D-0654-MRT-2022 de la visite d'inspection sur la thématique "SGS – gestion du retour d'expérience" concernant l'établissement BPO.

Pour ce qui concerne l'établissement LBSF Port de la Pointe, l'inspection a examiné par sondage la bonne application des procédures du site relatives à la gestion du retour d'expérience sur l'incident relatif à l'ouverture des soupapes des bacs de C-C6 faisant l'objet de la fiche GP du 14.10.2021. L'inspection n'a pas relevé de non-conformité à la réglementation.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Surveillance des performances**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.6.  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion du retour d'expérience   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place.<br><br>Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.<br><br>Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.   |
| <b>Constats :</b> La mise en œuvre du système de gestion de la sécurité prévu par l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées est commune aux quatre établissements du Pôle Pétrochimique de Berre. L'inspection invite l'exploitant à prendre connaissance des constats formulés sur organisation de la gestion du retour d'expérience dans le rapport de référence NN/AL-D-0654-MRT-2022 de la visite d'inspection sur la thématique "SGS – gestion du retour d'expérience" concernant l'établissement BPO..<br><br>Pour ce qui concerne le Port de la Pointe, l'inspection a examiné la déclinaison de la procédure HSEI/PROC/PRO/005 - REPORTING DES INCIDENTS, CLASSIFICATION DES CONSÉQUENCES ET ANALYSE TRAITEMENT DES DYSFONCTIONNEMENTS ET DES AMÉLIORATIONS sur l'incident suivant :<br>- ouverture des soupapes des bacs de C-C6 faisant l'objet de la fiche GP du 14.10.2021.<br><br>L'inspection constate les éléments suivants :<br>- la quantité totale de COV mise à l'atmosphère pendant l'incident a été estimée par calcul à environ 5 kg sur la durée de l'incident,<br>- l'incident a été enregistré dans INTELEX,<br>- l'incident a été classé en L1 Environnement pour l'émission des COV à l'atmosphère (5 kg env.) et en niveau L1 Sécurité des Procédés pour la sollicitation d'une barrière de sécurité en exploitation,<br>- les actions immédiates prise par l'unité sont :<br>1/ Demander à l'HDT (Vapo) de se mettre en recyclage pour arrêter le coulage vers les bacs concernés du PLP,<br>2/ Mettre en service des couronnes d'arrosage des bacs (pour faire redescendre la température et par conséquent la pression des bacs).<br>- les actions préventives sont :<br>1/ Mettre en place une alimentation secourue (onduleur) pour la communication entre l'automate VRU et la salle de contrôle (action réalisée au plus tard fin février 2022),<br>2/ Approvisionner un convertisseur en pièce de rechange au secteur (maintenance).<br><br>L'inspection n'a pas relevé de retard dans la réalisation de ces actions. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |